



**REVUE DE PRESSE**  
**SUD-OUEST ET CHARENTE LIBRE**  
**DU JEUDI 29 DECEMBRE 2016**



■ Plusieurs élans de solidarité ont marqué 2016 ■ Société détruite par un incendie qui rebondit plus fort, chercheuse d'emploi aujourd'hui en CDI... ■ CL revient sur ces histoires difficiles d'où le positif émerge.

# Après l'incendie, la renaissance

Frédéric BERG  
fberg@charentelibre.fr

Le 28 mars 2016, en quelques heures, les flammes ont dévoré l'usine de Bobinage Artisanal Charentais (BAC) à Genté. La société qui fabrique des transformateurs électriques haut de gamme pour les secteurs de l'aéronautique ou le ferroviaire a été entièrement détruite. Deux mois plus tard, la production avait repris à plein régime et les 48 employés de BAC et les dix de la filiale, BAC Études, un bureau d'études industrielles, avaient tous retrouvé leur poste de travail.

## «Une solidarité exemplaire»

«On s'est tous retrouvés les manches aussitôt et on a été formidablement aidé, par des confrères, des clients, des fournisseurs, des artisans. Une solidarité exemplaire», souligne Marie-Thérèse Maurin, la créatrice de l'entreprise, et actuelle P-DG. 68 ans et de la détermination à revendre: «Personne n'a flanché, j'ai suivi le mouvement, l'enjeu était trop important.» La patronne qui avait lancé l'activité après avoir perdu son travail d'ouvrière en 1993, a consigné chaque étape de la «renaissance» sur un document qu'elle montre à ses clients et fournisseurs. En parlant du «tas de cendres», elle explique comment après seulement quelques jours, la société a pu re-



Marie-Thérèse Maurin, la patronne, et sa fille, Karine Miet, n'ont jamais baissé les bras : «L'enjeu était trop important.» Photos F. B.

lancer une partie de sa production dans un local trouvé grâce à Philippe Poupeau, le patron d'une entreprise de transports voisine : «Des confrères nous ont prêté des machines. Un mois après l'incendie on déménageait dans d'anciens locaux de Charente Cintrage, une société appartenant à Patrick et Paul Hubert (Cognac laser, Hubert Frères).» Là encore, BAC a pu compter sur une aide précieuse. «Plusieurs sociétés ou artisans locaux se sont

mobilisés comme la Mécanique Charentaise ou Mécanique Clauzel, les menuiseries Turpain, Tardieu électricité à Genté. Parfois ils ont arrêté des chantiers en cours pour venir nous aider», ajoute Karine Miet, la responsable du pôle administratif et financier.

## Un nouveau bâtiment, de nouveaux projets

L'entreprise, qui a également pu compter sur sa filiale basée au Ma-

roc pour prendre le relais et la réapprovisionner dans les premières semaines après l'incendie, est toujours dans ce local de 1 500 m<sup>2</sup> situé dans la zone artisanale de la Haute-Sarrazine à Cognac. «Au final on n'a perdu aucun client, on a pu honorer toutes nos commandes», confie Marie-Thérèse Maurin qui a planté depuis quelques jours le permis de construire du nouveau bâtiment qui va s'élever à la place l'ancien. Les travaux vont démarrer à la rentrée :

## Forestier encore en selle

C'était un fleuron de la sellerie artisanale française. Forestier, ancrée depuis plus de 60 ans à Segonzac, a été dépeçée début juillet à l'occasion d'une vente aux enchères assez triste qui faisait suite à la liquidation de l'entreprise. La marque Forestier va néanmoins survivre. Brice Goguet, sellier du Pays basque, a payé 46 000 euros pour acquérir la marque. Ce trentenaire qui a créé en 2010 Voltaire Design, une sellerie qui vend des selles haut de gamme essentiellement à l'étranger, veut «Développer la gamme Forestier». L'outil de travail a, lui, été racheté par Jean-François Meyer, homme d'affaires, qui a relancé l'activité début juin à Cognac avec neuf ex-salariés. Si Forestier est bien mort, son nom et son savoir-faire n'ont pas complètement disparu. Seuls les locaux de Segonzac restent désespérément vides.

«On a créé un nouveau bâtiment moderne de 3 000 m<sup>2</sup> à Genté où on voulait rester. On lance aussi un important projet pour produire des stators, des pièces de moteurs conçus pour durer plus de quarante ans avec un nouveau type de bobinage. On a aussi investi dans une imprimante 3D...»

Isabelle Bovy, pâtissière grâce à CL

## «Vraiment que du positif!»

Nous avons publié en mars sa lettre de motivation originale et pleine d'humour. Cette Cognaçaise de 42 ans (Photo CL) cherchait à se reconverter dans la pâtisserie et avait réussi les concours l'été précédent. Sitôt la parution, plusieurs employeurs potentiels l'avaient contactée et dès le lendemain elle signait un CDD de cuisinière-traiteur au centre Leclerc de Cognac. Elle commençait le lundi et disait «ne plus toucher terre» après avoir reçu autant de soutiens. Depuis, elle n'a pas vraiment atterri et poursuit même son envol: «Je suis en CDI depuis septembre toujours chez Leclerc, avec

en plus la responsabilité d'un espace traditionnel avec du 100% fait maison, réalisé avec les codes de la pâtisserie. C'est un vrai bonheur d'être là-dedans», explique celle qui voyait sa lettre à CL comme une dernière chance pour exercer sa passion. «Mais qui ne tente rien n'a rien, comme on dit!» Aujourd'hui, Isabelle Bovy voit encore plus loin. Elle vient de s'inscrire au concours du Meilleur ouvrier de France (MOF) et est aussi membre active de l'association «Un gâteau, un sourire», qui réalise des pâtisseries pour les enfants malades.



Karl Letourneau, papa de Swan, 4 ans

## «Changer sa vie

«Pour que Swan marche», l'association créée par Mildred Bineau et Karl Letourneau, les parents de Swan, un enfant âgé de 4 ans, de Julieanne, atteint d'une infirmité motrice cérébrale, a suscité une importante vague de solidarité dans le Cognaçais. L'objectif de l'association étant de collecter suffisamment de fonds pour financer le matériel orthopédique non pris en charge, des soins dont certains dispensés à l'étranger et à terme, une opération qui pourrait changer la vie du petit garçon lui permettant de devenir plus

autonome. Dernièrement la tonnellerie Seguin-Moreau a fait un très beau geste en faisant imprimer 400 exemplaires de plus de son calendrier 2017 au profit de l'association qui les revend 10 euros l'unité. De son côté, le club de foot de Saint-Brice a organisé un loto.

www.pourqueswanmarche.com ou sur la page Facebook de l'association



# Saint-Brice: jeu de quilles rue de La Trâche

**L**e dispositif est toujours expérimental. L'agence départementale de l'aménagement (ADA) de Jarnac nous a conseillé de le renforcer en ajoutant un autre ralentisseur en zone 30», explique Jean-Claude Tessendier, maire de Saint-Brice, désignant les treize quilles blanches supplémentaires, plantées depuis mercredi matin dans le bitume de la D15, entre le pont de la Charente et celui du Charenton. Elles y ont été fixées par l'équipe «signalisation» de l'ADA, sur cette liaison Cognac-Sigogne où circulent quotidiennement 6 300 véhicules, dont 270 poids lourds.

Après avoir été enlevées deux fois depuis leur mise en service en 2014, pour laisser passer en été, les moissonneuses-batteuses, puis remises à la même place trois mois plus tard, les douze autres quilles formant «l'écluse de rétrécissement» entre les maisons construites à l'aplomb de la rue de La Trâche, ont juste changé de couleur, passant de l'orange et blanc au tout blanc.

«Je rappelle que c'est à la demande des riverains des deux communes qui se partagent l'occupation des sols le long de cette voie, que le



Jean-Claude Tessendier, maire, près du nouveau dispositif installé en zone 30. Photo CL

même avons pris cette mesure. L'expérience prouve qu'elle est insuffisante: d'une part, les véhicules venant de Cognac forcent le passage à ceux, prioritaires, qui remontent de Saint-Brice. D'autre part, ceux venant de Saint-Brice roulent trop vite. J'ai demandé à la gendarmerie d'effectuer des contrôles», résume Jean-Claude Tessendier qui s'est concerté avec son homologue de Châteaubernard et les dirigeants

de l'ADA. «L'aménagement définitif devra être réalisé avant l'été. À la place des quilles, seront construites des chicanes en béton moins hautes, par-dessus lesquelles passeront les gabarits hors-normes des engins agricoles», termine Jean-Claude Tessendier.

À noter que la fourniture des quilles supplémentaires, soit un coût de 860 euros, est à la charge de la commune de Saint-Brice.

## Un texte protecteur retoqué au Conseil d'État

Le Conseil d'État a annulé l'ordonnance encadrant l'expérimentation des certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques (CEPP), à la suite d'un recours des producteurs et distributeurs de pesticides, a déploré hier le ministère de l'Agriculture.

Le texte a été annulé «pour des raisons de procédure», a expliqué dans un communiqué le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, qui «prend acte avec regret» de



PHOTO ARCHIVES APF

cette décision.

Ce dispositif avait pour but de pousser les distributeurs de pesticides à réduire leurs ventes de 20% en cinq ans, ou de promouvoir des solutions de remplacement, en échange de certificats pouvant être revendus.

L'ordonnance avait été attaquée par l'Union des industries de la protection des plantes (UIPP), la Fédération du négoce agricole (FNA) et Coop de France, la fédération des coopératives agricoles.

M. Le Foll affirme toutefois qu'il «veillera à ce que les bases juridiques de ce dispositif des CEPP soient rétablies dans les plus brefs délais, afin que l'expérimentation engagée depuis le 1er juillet 2016 puisse se poursuivre».

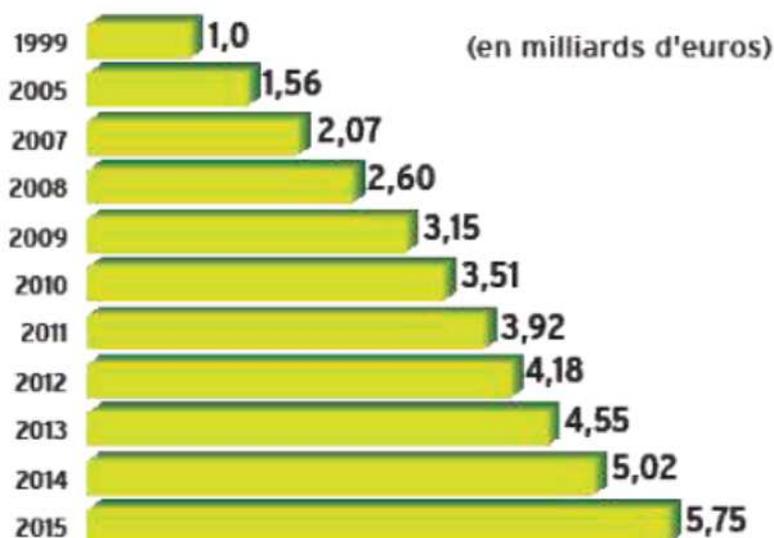
# L'envolée du bio

Le bio a connu au cours de ces dernières années, une croissance historique qui s'est confirmée en 2016: il est évalué à 6,9 milliards d'euros en cette fin d'année, selon leblogdelabio.com

## Une filière en plein développement

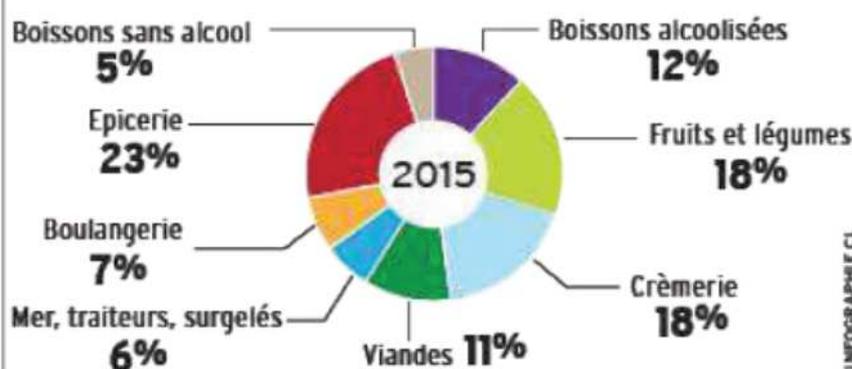


## Evolution du chiffre d'affaires bio



(Source: Agence bio)

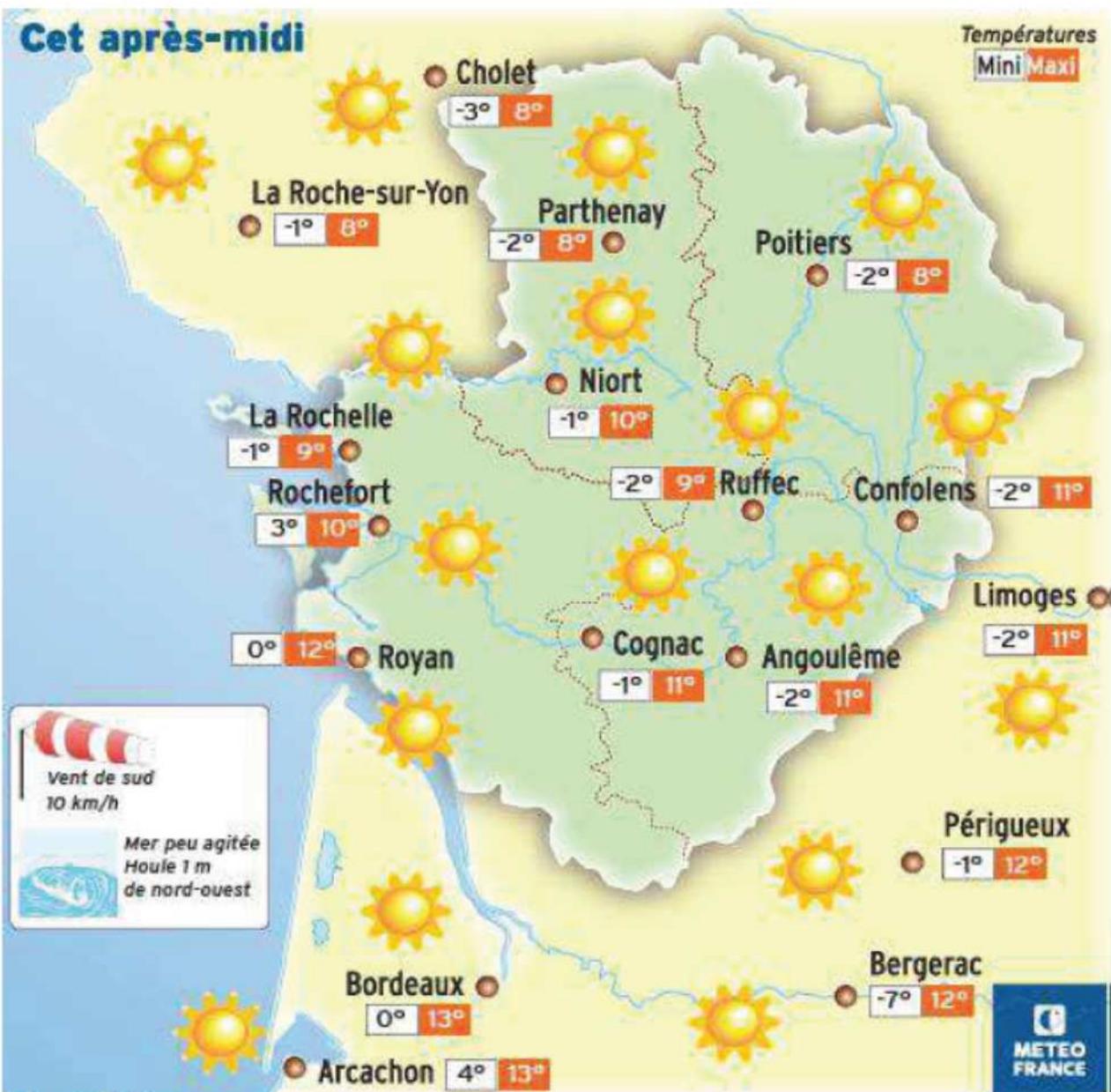
## Répartition des achats de produits



INFOGRAPHIE CL

## Cet après-midi

Températures  
MiniMaxi



### Ensoleillé

Le beau temps sec et bien ensoleillé se poursuit sur l'ensemble de la région. A noter cependant, l'arrivée de nuages bas en soirée sur la frange littorale.

# Les quatre révolutions d'Alliance Fine Champagne

## COGNAC

La coopérative liée à Rémy Martin, qui fêtait ses 50 ans en 2016, a généré des mutations profondes

PHILIPPE MÉNARD  
p.menard@sudouest.fr

La petite planète du cognac ne tournerait peut-être pas tout à fait de la même façon sans l'empreinte d'Alliance Fine Champagne. La coopérative qui fournit près de 90 % de ses eaux-de-vie à Rémy Martin a célébré en 2016 le cinquantième anniversaire de la naissance de Champaco, dont elle est issue. Avec la même discrétion que cultive la maison au centaure : une fête en petit comité, en juin et un livre, « La Belle Alliance », dont la rédaction a été confiée à la journaliste Catherine Mousnier. Il revient sur les démarches novatrices que la coopérative a initiées dans la région, sans taire les tiraillements que cela a pu provoquer.



Christophe Forget préside Alliance Fine Champagne depuis juillet. Alain Bodin occupait ce poste depuis 2011, après avoir présidé Prochacoop de 1993 à 2005. PHOTO PH.M.

## 1 Elle a équilibré les relations par le biais des contrats

Aujourd'hui, la majeure partie des achats d'eaux-de-vie passe par des relations contractuelles. Ce n'était pas du tout le cas en ce début des années 1960, avec des prix aussi fluctuants que les récoltes. L'essor pointait pourtant son nez. « On se rendait compte qu'il fallait stocker, mais les viticulteurs n'avaient pas envie parce que les eaux-de-vie étaient mal payées », observe Alain Bodin, président d'Alliance Fine Champagne de 2011 à 2016.

André Hériard-Dubreuil, qui prend le relais de son beau-père André Renaud à la tête de Rémy Martin, mise sur les contrats pour équilibrer la relation négoce-viticulture. « Il a proposé aux viticulteurs de participer au vieillissement et de se partager la plus-value. C'était un humaniste, mais aussi un entrepreneur. Il sentait que c'était la bonne manière de se développer. » Dans une région où certains clamaient « contrat = vol », cela ne passe pas tout seul. Mais les périodes de crise, où les contrats protègent les adhérents, seront de bonnes avocates. . .

## 2 Elle a soutenu l'essor de Rémy Martin

Aux débuts de Champaco, Rémy Martin n'est qu'un acteur modeste, loin des grands du négoce. Alors que le gros du marché est porté par les qualités jeunes, André Hériard-Dubreuil table sur une montée en gamme, incarnée par l'emblématique « VSOP » et des eaux-de-vie seulement issues des deux premiers crus, la Grande et la Petite Champagne. La coopérative lui permet de « capter » ces eaux-de-vie et d'appuyer cette stratégie, qui se révélera payante. La marque est aujourd'hui bien campée à la troisième place, derrière Hennessy et Martell. La relation partenariale s'est aussi avérée précieuse dans les tempêtes. Quand Rémy Martin a rencontré des difficultés à la fin des années 1990, subissant la pression des banques, les viticulteurs ont fait bloc derrière elle.

## 3 Elle a fait émerger des responsables viticoles

La viticulture avait tendance à être tenue par le négoce dans une posture d'infériorité. Avec la coopérative, ses dirigeants apprennent à

## ALLIANCE FINE CHAMPAGNE EN CHIFFRES

**1966** La société coopérative viticole de stockage de la Champagne de Cognac (Champaco) voit le jour le 26 juin 1966, sous l'impulsion d'André Hériard-Dubreuil, président de Rémy Martin, son bras droit, Roger Plassard, et Paul Hosteing, maire de Segonzac.

**1978** Alors que Champaco s'occupe des eaux-de-vie de l'année (dou-

ble 0), la coopérative Prochacoop est fondée pour les contrats en « compte d'âge ».

**2005** Fusion des coopératives sous le nom Alliance Fine Champagne.

**1100** Le nombre actuel d'adhérents à la coopérative.

**70000** En hectolitres d'alcool pur, le volume apporté à Rémy Martin, un chiffre stable.

prendre leur destin en main et à instaurer un vrai dialogue avec la maison de négoce. La mamite permet à des personnalités d'émerger, et nourrit le syndicalisme viticole. C'est à cette école que passe Bernard Guionnet, qui sera le premier viticulteur élu à la présidence du Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC), en 1998 puis 2008, un mandat interrompu par son décès en 2011. Ce n'est sans doute pas un hasard de voir la présidence occupée depuis juillet par le Charentais-Maritime Christophe Forget, qui a dirigé les syndicats SGV puis UGVC de 2008 à 2014.

## 4 Elle a rendu les viticulteurs actionnaires de la maison

C'est une singularité maison. En 2005, quand la fusion de Champaco et Prochacoop a donné naissance à Alliance Fine Champagne, la modification des statuts a permis aux viticulteurs de devenir actionnaires du groupe Rémy Cointreau. « On était livreur, on est devenu partenaire, puis associé-partenaire. Cela oblige Rémy Cointreau à nous rendre compte de sa stratégie, tous les ans », pointe Alain Bodin. Une autre façon d'impliquer la viticulture, dont la rétribution est complétée par des dividendes. . .

# Philippe Lecorne, un compétiteur du commerce

**PORTRAIT** À 66 ans, le tonitruant commerçant de la place d'Armes s'apprête à céder ses magasins

PHILIPPE MÉNARD  
p.menard@sudouest.fr

« Je suis béliet et je m'appelle Lecorne ! Mes parents m'ont toujours dit que les choses ne tombent jamais toutes cuites dans le bec. Il ne faut pas faire de la figuration, il vaut mieux briller. » Philippe Lecorne pose lui-même les traits de sa (forte) personnalité. Fonceur, entier, il est une figure incontournable de la place d'Armes, à la tête de deux boutiques de vêtements qui tournent rond, Murrayfield et Twickenham, clin d'œil à sa passion pour le rugby. En mars prochain, il s'apprête à mettre fin à une carrière de quarante-cinq ans dans le commerce. « J'ai pris la décision d'arrêter il y a un an. Je ne voulais pas moisir dans le magasin », souffle-t-il.

Un sacré virage pour un homme qui ne prenait guère plus d'une semaine de vacances par an. Philippe Lecorne a baigné dans le commerce depuis les langes. Il est né le 27 mars 1950 dans le bâtiment situé de l'autre côté de la place, où ses parents avaient repris en 1948 l'enseigne Chez Marcel. Ils arrivaient de Compiègne, et avaient trouvé cette affaire en gérance. « Ils favorisaient le beau, la belle marchandise. Ils m'ont aussi inculqué la valeur de l'argent par le travail. J'étais fait pour le commerce », clame Philippe Lecorne.

## Amoureux du rugby

Cette fibre familiale aura une concurrence dans sa jeunesse, son goût pour le sport. Philippe Lecorne pratique le



« Il ne faut pas faire de la figuration, il vaut mieux briller », clame Philippe Lecorne. PHOTOCÉLINE LEVAIN

rugby à l'US Cognac de 8 ans à 30 ans. Dans ses meilleures années, il fait partie de l'équipe fanion, principalement au poste d'ailier. « Je n'avais pas un grand gabarit, mais ce qui compte le plus, c'est la condition physique et la combativité. » Outre des grands joueurs et un réseau qui lui servira plus tard, il y rencontre un homme qui sera son « mentor », Francis Hardy, maire de 1979 à 2001.

Après un bac (qu'il n'obtient pas) et un service militaire au bataillon de Joinville, il démarre en 1971 auprès de ses parents. Sa sœur aînée, Martine, est professeur d'anglais, mais ses cadets, Françoise et Alain, épouseront la même voie. « À une époque, les Lecorne avaient 11 magasins à Cognac. » Après le décès de sa mère, en 1987, et une fâcherie avec son père, il se lance à son compte. Trois ans plus tard, il

rachètera le magasin paternel, avant de le louer dix ans plus tard à une banque.

## La politique en devanture

Spécialisé dans le style « british », il « habille les gens de la tête aux pieds ». Son fichier affiche 7 000 clients, dont 65 % extérieurs à Cognac. Philippe Lecorne sait soigner sa vitrine, avec des installations spectaculaires. On se souvient des Solex en suspension ou des œufs de cabine téléphérique. « J'ai gagné dix concours de vitrines nationaux et internationaux », pointe-t-il.

Le commerçant n'hésite pas non plus à y brandir ses opinions politiques, marquées à droite. Encarté depuis l'âge de 14 ans, il prête ses locaux pour des permanences électorales et pose des affiches en devanture. « J'ai

perdu des clients, j'en ai gagné. C'est le jeu de la roulette », assume-t-il, prompt à dégommer la politique de Michel Gourinchas, maire depuis 2008, « fossoyeur » du commerce selon lui.

En retrouvant du temps libre, il s'investira sans doute encore plus, mais pas comme candidat. « J'ai 66 ans, place aux jeunes. » Il compte surtout se consacrer à sa passion pour les vieilles automobiles, dont une conséquente collection de 2CV. À l'occasion, il se dit prêt à donner un coup de main à son repreneur, un Bordelais qui possède plusieurs enseignes. Il a racheté les murs et le fonds de Murrayfield et reprend le personnel. « J'y tenais. C'est comme dans une équipe de rugby, il n'y a pas que le patron. » Le stock, lui, fait l'objet d'une liquidation totale, jusqu'au 6 février.

# Deux candidats du cru pour gérer le FJT

## **LOGEMENT** Les foyers jeunes travailleurs de Saintes (17) et Angoulême lorgnent Cognac

La course est à nouveau lancée. La préfecture vient de renouveler son appel à candidatures pour trouver un gestionnaire au Foyer pour jeunes travailleurs (FJT). Début décembre, l'Aserc avait été écartée de la première procédure. Même si l'association était seule en course, les élus et les services administratifs n'ont pas été séduits par son dossier. C'est pourquoi un nouvel appel est formulé.

Deux structures vont vraisemblablement entrer en compétition. Mais dans la mesure où elles appartiennent au même réseau (l'Union nationale pour l'habitat des jeunes), la concurrence ne devrait pas être agressive.

### **Des projets assez similaires**

L'association Pierre-Sémard gère déjà le FJT d'Angoulême. « On va se positionner, confirme Louis Falguerolles, le directeur. C'est un projet compliqué mais on se sent totalement légitime, puisque notre compétence est reconnue. On partirait sur le principe d'un établissement similaire, avec un fonctionnement raisonné, puisque le site angoumois est déjà équilibré financièrement. Il va falloir envisager les recrutements des équipes qui vont mettre en œuvre le projet. »

Même position du côté de Saintes (17). Là, le foyer est encadré par l'association Le Logis, dont le bureau s'est réuni hier afin de valider le principe d'une candidature. « Nous allons le faire car c'est notre métier et nous avons un véritable savoir-faire, défend Richard Toubhans, le président. Certes, nous sommes dans un autre département, mais les territoires se ressemblent et les problématiques sont les mêmes. »

Le directeur adjoint, Alain Couteanceau, poursuit : « Seuls, on ne pourra rien faire. Nous avons un projet associatif : le logement est

la pierre angulaire pour l'insertion des jeunes. C'est pourquoi nous tissons des partenariats avec la Mission locale, l'Aide à l'enfance et les centres de formation des apprentis... »

L'Aserc, candidat malheureux, a annoncé ne pas vouloir présenter de nouveau dossier. Pour les autres, les propositions doivent être déposées à la préfecture avant le 20 février. Et il y a urgence : le nouveau gestionnaire doit travailler de conserve avec l'architecte pour adapter le bâtiment au projet finalement retenu. L'ouverture du nouveau FJT (toujours sur le site de l'ancien hôpital, à côté de l'ancien) est annoncée pour septembre 2018.

**Jonathan Guérin**

## **CHÂTEAUBERNARD**

**Listes électorales.** Une permanence sera exceptionnellement assurée à la mairie, samedi 31 décembre, de 10 à 12 heures pour permettre l'inscription sur les listes électorales.